

Du 18 au 24 juin 1848.

— N° 1. —

Prix : 5 centimes.

BUREAUX PROVISOIRES :
rue Constantine, 11.
et rue Croix-des-Petits-Champs, 50.

LA POLITIQUE DES FEMMES

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES, PUBLIÉ POUR LES INTÉRÊTS DES FEMMES.
ET PAR UNE SOCIÉTÉ D'OUVRIÈRES. — Les abonnements, avis et réclamations doivent être adressés par lettre affranchie à M^{me} GAY, rue N^e-des-Petits-Champs, 89.

SOMMAIRE.

Politique féminine. — Un groupe de femmes dans la cour du Louvre. — L'ordre dans le ménage et l'ordre dans la nation. — Pétition des couturières à l'Assemblée nationale. — Revue des femmes. — Les deux jeunes filles.

PARIS, 11 JUIN.

Notre politique a été toute de ruse et de dissimulation dans le passé, faisons qu'à l'avenir elle soit toute de conciliation et de franchise : cela dépend un peu de nous et beaucoup des hommes.

Un peu de nous, — parce qu'il faut être forte pour être vraie, et que nous ne serons fortes qu'en étant unies entre nous.

Beaucoup des hommes, — parce qu'il faut qu'ils apprennent à respecter notre liberté d'opinion et de croyance, qu'ils nous combattent avec loyauté et courtoisie et non point par la raillerie et l'insulte.

Notre but politique est le même que le leur. Mais notre point de vue est différent, nous devons avoir chacun notre originalité. Sous le vaste étendard du socialisme, la politique des femmes peut marcher de front avec la politique des hommes.

Nous sommes des ouvrières pauvres, et nous n'attendons d'appui que des hommes de cœur et des femmes qui nous seraient sympathiques. Si le premier numéro nous attire cet appui, nous pourrions continuer notre œuvre.

Un groupe de femmes dans la cour du Louvre.

Une femme. — Quand tout cela finira-t-il ? Je n'ai plus rien à mettre en gage, mon mari est sans travail, mes enfants vont nu-pieds et je n'ai plus le sou à la maison.

Une dame. — Allez aux ateliers nationaux.

Une vieille femme. — Il faut avoir de bons yeux pour coudre, je ne peux faire qu'une chemise en deux jours ; pourriez-vous vivre avec six sous par jour ?

Une femme. — Je suis revendeuse, je ne sais pas coudre moi.

Plusieurs ensemble.

Moi je suis blanchisseuse.

Et moi cuisinière.

Et moi coloriste.

La dame. — Si les ouvriers étaient tranquilles, le commerce reprendrait, et alors tout irait mieux.

Une ouvrière. — Oui, pour les patrons, ils auront les ouvriers à moitié prix et ils leur feront payer tous les frais de la révolution.

La dame. — Vous êtes injustes, les ouvriers, au contraire, ont tous les bénéfices ; on a augmenté les salaires et diminué le nombre des heures de travail....

L'ouvrière..... — Sur l'affiche, mais pas dans l'atelier, les salaires des femmes sont diminués partout ; on profite de notre misère.

La dame. — Ma chère amie, le gain des femmes est de peu d'importance. L'homme est le chef de la famille, et quand il gagne bien, les femmes sont heureuses.

Une femme. — Et quand l'homme est malade ou mauvais sujet ?

Une autre. — Et quand les femmes sont veuves ?

Une jeune fille. — Et quand elles ne trouvent pas à se marier ?

Une ouvrière. — Lorsque la misère est à la maison, les hommes s'y ennuiant, ils vont se distraire au dehors, ils prennent l'habitude de flâner et les femmes ont toute la peine.

La dame. — Où voulez-vous en venir avec ces plaintes ? Les bourgeois ont les mêmes soucis que vous, il faut bien qu'elles se résignent ; croyez-vous qu'il y ait des riches à présent ? Ils sont tous ruinés.

Plusieurs voix. — Les gueux... ils cachent leur argent... ils veulent nous réduire par la misère... nous saurons bien leur faire rendre gorge.

Une couturière. — Il faudra qu'on augmente le prix de notre journée, nous n'avons pas envie de toujours payer les beaux appartements et les belles toilettes de nos patronnes.

Une autre. — C'est notre travail et notre argent qui fait leur fortune.

Une ouvrière socialiste. — Quand vous crierez ainsi, vous ne ferez rien changer aux choses ; notre force est dans le calme et la persévérance.

Une ouvrière. — Ce sont bien des paroles qui nous tireront de là.

La socialiste. — Nous nous en tirerons encore moins par l'émeute.

Une voix. — Qui vous parle d'émeute ?

La socialiste. — Nous y arriverons forcément si nous n'apprenons à raisonner.

Une voix. — Comment ça s'apprend-t-il ?

La socialiste. — En observant, en réfléchissant, en cherchant à s'instruire, et surtout en nous aimant mutuellement et en nous unissant dans un but de travail utile.

La dame. — Mes chères amies, voici une des vôtres qui parle sagement, j'aime les ouvrières qui sont ainsi, et je suis toute disposée à m'unir à elles pour moraliser celles qui sont moins éclairées.

Une voix. — Nous n'avons pas besoin de leçons de morale.

La socialiste. — Il faut nous donner la facilité d'être morales avant de nous prêcher.

La dame. — C'est ainsi que je l'entends ; aussi plusieurs de mes amies et moi nous voulons nous dévouer aux ouvrières et les organiser.

Une voix. — Nous ne voulons plus de dames patronesses.

La dame. — Je suis votre amie et pas autre chose.

La socialiste. — Eh bien, alors, aidez-nous à nous organiser d'après nos goûts et nos idées, au lieu de chercher à nous organiser d'après les vôtres.

Les femmes. — C'est ça ! nous voulons vivre comme nous l'entendons, et être heureuses à notre manière.

La socialiste. — Il faut faire usage de notre bon sens pratique pour aviser ensemble aux moyens de sortir du bourbier où nous sommes.

Une voix. — Comment ?

La socialiste. — En nous réunissant pour en causer plus tranquillement, chez vous, chez moi, chez celles qui auront une grande chambre et assez de chaises.

Une voix. — Nous ferons donc un club ?

La socialiste. — Nous ferons ce que nous faisons tous les jours quand nous voisinons, quand nous descendons dans la rue, à nos portes, dans nos cours ; enfin, tenez, nous ferons ce que nous faisons ici en plein vent. — Vous appellerez cela comme vous le voudrez.

Une voix. — Est-ce que vous êtes du club des femmes ?

La socialiste. — Je connais quelques-unes de ces dames, mais je ne fais pas partie de leur club ; je ne veux m'associer qu'avec des ouvrières comme moi et non pas avec des entrepreneurs d'associations.

Une voix. — Vous êtes communiste.

La socialiste. — Je suis socialiste et je veux réaliser ce qui est possible ; le communisme est un idéal de perfection, mais je crois que nous sommes encore loin d'être assez bons pour vivre en communauté.

Une Icarienne. — Nous deviendrons bons en pratiquant la véritable fraternité.

Une gilette. — L'association fraternelle de Clichy est un bel exemple de cet esprit de fraternité.

Une voix. — Pierre Leroux vit en communauté à Boussac avec plusieurs de ses disciples.

La socialiste. — Tout cela est vrai, et l'on pourrait encore citer les communautés religieuses du christianisme ; mais tout cela ne peut qu'être imparfait parce que ce sont des efforts isolés, et que rien de parfait ne se fera tant que l'état ne sera pas communiste.

Une voix. — Nous devons prêcher l'exemple.

La socialiste. — Je suis trop démocrate pour ne pas respecter toutes les libertés, les femmes ont des habitudes qu'elles ne peuvent rompre tout à coup pour venir vivre en communauté ; elles ont souvent des liens qui les en empêchent, nous pour-

rons donc provisoirement nous associer partiellement pour un travail ou pour un autre.

Une républicaine. — Vous n'obtiendrez pas les résultats que vous vous proposez en vous occupant d'intérêts matériels et d'améliorations partielles, et vous éteindrez l'esprit révolutionnaire qui seul peut nous pousser vers un meilleur ordre social pour tous.

La socialiste. — Cela serait vrai si nous abandonnions la propagande, mais nous ferons des publications, des enseignements ; et tout en réalisant ce qui est possible, nous marcherons toujours vers le mieux ; les femmes ne doivent pas abandonner les choses positives tout en se dirigeant vers leur idéal.

Une ouvrière. — Puisque vous êtes déjà plusieurs femmes au courant de ces idées-là, que ne faites-vous un catéchisme démocratique et socialiste ? nous apprendrions à nos enfants à lire dedans.

Une autre. — Nous répandrions ces écrits chacune dans notre quartier.

La socialiste. — Nous vous demanderons votre aide et vos avis.

Une voix. — Quels avis ? Nous ne savons rien.

La socialiste. — Comment, vous ne savez pas soigner vos enfants, vos maris, travailler, réfléchir, observer, et vous n'avez pas assez de bon sens pour savoir discerner ce qui est juste de ce qui ne l'est pas ?

Les femmes. — Oh si ! nous savons cela.

La socialiste. — Eh bien, c'est tout ce qu'il faut, nous étudierons les moyens de pourvoir ensemble aux soins de nos ménages, de nos familles ; de nous associer pour entreprendre des industries ; enfin nous serons si actives, si persévérantes, qu'il faudra bien qu'on prenne nos demandes et nos vœux en considération.

L'Icarienne. — Et vous deviendrez égoïstes.

La socialiste. — Tant pis ! Ce serait notre perte si, nous associant quelques-unes, nous ne laissions pas la porte ouverte aux autres, et si nous n'étions pas toujours prêtes à unir nos intérêts à ceux de la masse.

Une voix. — Nous saurons bien y veiller.

La socialiste. — Rien ne se fait sans préparations, commençons par nous unir entre nous, organisons des réunions, et j'espère que bientôt nous serons assez nombreuses pour que notre opinion ait du poids.

Une voix. — Laissons donc les hommes s'occuper de toutes ces idées, nous ne sommes pas capables de le faire aussi bien qu'eux.

La socialiste. — Nous en deviendrons capables si nous le voulons.

Une voix. — Nous ennuiérons les hommes et ils ne nous écouteront pas.

La socialiste. — Ils nous écouteront si nous ne sommes pas des bavardes et des pédantes, et si nous nous occupons de choses positives qui au lieu de nous détourner de nos devoirs nous les fassent comprendre plus largement.

Une ouvrière. — Puisque le peuple est souverain maintenant, il est bien juste que nous soyons quelque chose.

Plusieurs ensemble. — Il faut bien que nous puissions causer avec nos maris. — Il faut bien que nous puissions instruire nos enfants.

La socialiste. — Nous nous instruirons ensemble et nous seconderons les hommes qui s'unissent entre eux dans les clubs, dans les corporations, pour garantir nos libertés et organiser une société nouvelle.

La dame. — Quoique vous ayez refusé mon concours, je vous demanderai cependant d'assister à vos réunions et d'y amener des femmes artistes et professeurs qui sont dans une misère aussi grande que celle des ouvrières ; elles ont autant besoin que vous de l'union que vous vous proposez.

Une ouvrière. — Ce sont des aristocrates.

La dame. — Elles ont des sentiments très démocratiques et sont vos égales en malheur, vous auriez tort de les repousser.

La socialiste. — Nous ne devons repousser personne, et si ces dames veulent venir parmi nous en sœurs, nous devrions les admettre.

Des femmes. — Si elles veulent venir comme égales, comme amies, nous les aimerons comme elles nous aimeront.

La dame. — C'est ainsi que nous viendrons.

Les femmes. — Nous propagerons nos idées et nos écrits.

La socialiste. — Du courage, de l'espoir, de la foi en la providence, et nous triompherons. Ayons confiance en nous, et nous trouverons au fond de nos cœurs une puissance qui nous étonnera.

L'ordre dans le ménage et l'ordre dans la Nation.

Il y a des femmes très propres, très soigneuses, très actives, très intelligentes, qui tiennent parfaitement leur maison, on se mirerait dans leurs meubles, tout est rangé minutieusement.

Vous voyez des enfants, mais il n'y a pas de joujoux : les joujoux sont serrés dans une armoire dont la maman a la clef. Il y a un mari, mais rien n'indique la présence d'un homme, ni même d'un être animé : les meubles seuls sont en évidence, il semble que tout soit arrangé pour leur plus grand bien, et pour le plus grand triomphe des capacités de la ménagère. L'aspect de la maison est glacé, les enfants ont l'air de petits vieillards propres, le mari gêné chez lui, cherche des distractions au dehors : mais l'ordre règne au logis.

Serait-ce par hasard un ordre pareil que nos honnêtes gens auraient dans l'idée? L'aspect de notre Nation pourrait-il devenir semblable à celui du logis de cette bonne gouvernante, aurions-nous avec eux l'ordre à la surface, et la contrainte et la haine à la base? Espérons que non; croyons plutôt que chaque capacité sera mise à sa place, que la souveraineté sera exercée par le peuple, ce qui n'empêchera pas les hommes d'ordre d'avoir encore une belle part d'autorité dans l'administration.

On accuse les Français d'être brouillons et tapageurs, mais nous ne paraissions ainsi que parce que nous n'avons pas encore l'habitude de la liberté; la bourgeoisie a les allures mesquines de notre bonne ménagère, elle s'effraie du mouvement et, semblable aux poltrons que la peur rend fanfarons, elle fait de l'agitation par crainte de l'agitation.

Mais le peuple qui n'a pas le sou et par conséquent ne craint pas pour ses oripeaux, celui-là est calme et il a l'instinct de l'ordre; quand il est livré à lui-même, il s'organise comme par enchantement; la minorité brouillonne et peureuse ne lui laisse pas souvent cette liberté, il faut qu'il fasse une révolution pour en jouir pendant quelques jours, il sait bien la conquérir et il n'a pas encore appris à la conserver : cela lui viendra.

La force manquera à nos classes moyennes, parce qu'elles ne comprennent pas l'ordre moral; comme notre bonne ménagère elles sacrifient tout à l'ordre matériel.

L'harmonie ne peut désormais se rétablir que par l'égalité, la puissance isolée de la bourgeoisie est finie, il nous faut maintenant l'existence large et sociale d'un peuple libre.

Article 10, de la constitution de la Pologne, publiée Rome, le 20 mars 1848.

A la femme compagne de la vie, fraternité, égalité des droits civils et politiques.

REVUE DES FEMMES.

Paris n'est pas la seule ville où les femmes prennent une part active à la politique. En Italie, elles combattent avec les hommes pour la liberté de leur pays.

En Angleterre et en Amérique, elles font de longs temps des lectures publiques, et le nombre des auditeurs est toujours de plusieurs mille.

A Leicester, un club de femmes chartistes, présidé par madame Cully, organise une société féminine. Plus de 4,000 personnes assistent à leurs réunions.

A Prayssas, département de Lot-et-Garonne, il y a eu, le 14 mai, un banquet de 150 femmes.

A Limoges, les femmes ont été porter aux prisonniers une corbeille de fleurs, sous lesquelles étaient le billet suivant :

« Daignez recevoir, amis sincères et dévoués du peuple, ces fleurs que nous vous offrons en son nom, en témoignage de sa reconnaissance et de son dévouement. Filles et femmes de cette classe opprimée, notre intelligence, qui n'a pu se développer au sein de la misère, ne nous permet pas de vous exprimer tout ce que nous ressentons touchant les persécutions injustes dont vous êtes l'objet; mais, du moins, nous pouvons vous assurer que votre captivité sera le titre le plus recommandable aux yeux des malheureux que vous n'avez pas craint de défendre. »

A Lyon, elles ont plusieurs clubs.

Enfin Paris a eu son club public de femmes, et, à la honte de notre ville si polie, les hommes y ont fait un tel scandale, que les femmes ont été obligées de leur interdire l'accès du club. Outre le club et le journal *la Voix des Femmes*, il y a beaucoup de sociétés particulières sous ces titres : Société des Droits de la Femme, de l'Emancipation des Femmes, de l'Union des Femmes, Cours de Droit social des Femmes, etc.

Nous venons de citer les femmes socialistes, nous devons citer aussi, mais non point comme exemple, les femmes révolutionnaires de Saint-Etienne et celles de Villecomtal, département du Gers, qui prirent part à une émeute au sujet de l'impôt des 45 centimes; elles firent descendre d'une voiture où ils étaient le sous-commissaire, le procureur de la République et le juge d'instruction, et y montèrent à leur place. Ces fonctionnaires durent marcher à pied, suivis de la foule, jusqu'à la ville voisine, où la gendarmerie les délivra.

Les ouvrières de Paris ont pris aussi part au mouvement d'organisation du travail; sans être femmes de lettres ni révolutionnaires, elles ont le sentiment de leur valeur, et elles s'occupent aussi de la politique sociale. Plusieurs d'entre elles sont associées en corporations; nous pouvons citer la société chape-lière de Sainte-Marie, qui existe déjà depuis plusieurs années.

Lors de la fondation des ateliers nationaux, les ouvrières furent appelées, par le maire de Paris, à nommer des déléguées. Si ce premier pas vers l'exercice de leurs droits n'a pas porté plus de fruits, la faute en est à la situation politique; il semble qu'une main fatale cherche à étouffer tout porgès à sa naissance. Mais le fait est accompli : elles ont été électeurs de par monsieur le maire, et, chez les femmes, toute idée juste et grande porte ses fruits.

Nous publions une pétition présentée mercredi 7 juin, au président de l'Assemblée constituante par les déléguées d'un grand nombre d'ouvrières couturières. Nous savons de bonne source que plusieurs états de femmes apprennent en ce moment des pétitions analogues.

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Citoyen,

Nous, ouvrières couturières soussignées, avons l'honneur de soumettre aux citoyens membres de la commission du travail un projet d'association volontaire qui a pour objet d'assurer l'existence des femmes d'une manière honorable et digne, de leur garantir une retraite pour leur vieillesse, des secours en cas de maladie ou d'accident et une aide pour l'éducation de leurs enfants.

Nous nous sommes occupées spécialement des détails d'un atelier de couturières en robes sur une petite échelle et, par conséquent, dans les conditions les moins favorables; mais, si l'Assemblée nationale décrétait qu'il serait accordé à tous les ouvriers probes et capables qui le solliciteraient le crédit nécessaire pour les élever eux-mêmes à la condition d'entrepreneurs d'industrie, nous sommes certaines que, en outre de notre société de couturières, il se formerait aussi des associations de lingères, de modistes, de fleuristes, de brodeuses, de dessinateurs et de rédactrices de journaux de modes et que, tout en conservant leur individualité, un certain nombre de ces associations pourraient se réunir entr'elles dans le but de s'entraider et de diminuer leurs frais généraux.

Nous avons maintenu dans notre projet l'inégalité de traitements telle qu'elle est généralement adoptée dans les grands ateliers, voulant attirer les bonnes ouvrières par le triple avantage de la liberté, de la dignité et de l'intérêt et afin de pouvoir élever, par leur concours, l'association au niveau des établissements les plus renommés dont la célébrité n'est due, dans l'origine, qu'au bon goût de ces ouvrières et à la perfection de leur travail.

Nous demandons que l'Assemblée nationale veuille bien faire commanditer les ouvrières qui présenteraient les garanties de capacité et de probité voulues pour être associées responsables, en leur imposant toutefois la condition que les femmes employées par l'association seraient aussi associées quoique sans responsabilité. Ce crédit national affranchirait les unes et les autres des patronnes qui les exploitent et des protecteurs qui les déshonorent.

C'est une erreur de croire qu'en améliorant le sort des hommes, on améliore, par cela seul, celui des femmes; beaucoup de femmes pauvres ne trouvent pas à se marier, d'autres sont veuves, d'autres ont des maris malades et sans travail ou, trop souvent, sans conduite, et le poids de la misère retombe sur elles seules. Quand les travailleurs ne peuvent plus parvenir à soutenir leur famille, n'est-il pas juste que la République la protège, qu'elle nous aide à donner l'éducation et le pain à nos enfants, des soins et du pain à nos vieillards et qu'elle assure l'indépendance des femmes par leur travail, de manière à ce que celles qui ont une famille puissent y rappor-

ter le bénéfice de l'association et que l'association devienne un appui pour celles qui n'en ont pas?

Nous avons l'honneur de joindre à notre pétition une esquisse des statuts que nous nous proposons d'établir et un aperçu du capital nécessaire pour la fondation, sur une petite échelle, de notre association.

Paris, 5 juin 1848.

(Suivent les signatures.)

Nous donnerons les statuts dans notre prochain numéro.

Une société de chemisières avait aussi demandé au préfet de police, l'entreprise des chemises de la garde républicaine. Nous publierons le projet dans notre prochain numéro.

VARIÉTÉS.

Les deux jeunes filles.

— Oh ! que l'on fait bien de crier à bas les communistes, disait une demoiselle riche à une jeune fille du peuple, entendant le 16 avril tout le monde n'avoir que ce seul cri.

— Pourquoi trouvez-vous qu'on fait bien de crier à bas les communistes, savez-vous au moins ce qu'ils sont?

— Non, mais ont dit que ce sont des pillards et des gens qui veulent que les riches partagent avec eux ce qu'ils ont.

— Détrompez-vous, ce sont des gens qui veulent le bonheur de tous, ils sont bien loin de vouloir rien prendre aux riches, mais ils veulent que tous les biens soient gérés par l'Etat et que chacun travaille un certain nombre d'heures par jour.

— Tout le monde travailler! répondit la demoiselle; vous voulez donc que moi, qui n'ai jamais rien fait, je travaille comme vous qui êtes une ouvrière?

— Pourquoi pas! est-ce que la nature ne vous a pas donné des bras comme à moi?

— Oui, mais mes parents ont de la fortune, ils ont dix mille francs de rente, et je crois qu'avec cela, je n'ai pas besoin de travailler.

— Mais mademoiselle, vos parents sont encore jeunes, ils peuvent perdre leur fortune, eh bien, que ferez-vous? Vous seriez donc forcée de demander l'aumône, puisque vous n'avez pas d'état, et ce serait encore de pauvres ouvrières comme moi qui vous aideraient dans votre peine, car malheureusement vous autres riches, vous n'êtes guères sensibles aux malheurs des autres. Tenez, je vais vous citer un exemple de ces revers de fortune si fréquents dans notre temps de spéculation.

Quoique ouvriers, mes parents m'ont fait élever en pension (non sans se faire des privations). Les jeunes filles qui étaient avec moi étaient pour la plupart de familles riches; une d'elles dont la fierté était grande me regardait à peine et ne me parlait jamais, ses parents l'avaient élevée dans l'opulence et ils étaient loin de croire qu'ils perdraient un jour leur fortune.

Je sortis de la pension et je perdis mes compagnes de vue. Il y a quelque temps, comme je passais sur les boulevards, je m'approchai d'un groupe qui entourait une chanteuse et jugez de ma surprise quand je reconnus mon ancienne compagne dans la jeune personne qui chantait; elle si fière, si dédaigneuse envers moi, parce que j'étais la fille d'un ouvrier!... Cela me fit faire bien des réflexions, et depuis j'ai pensé souvent que je devais me trouver heureuse d'avoir l'habitude du travail et de savoir un état.

Ainsi, mademoiselle, jugez comme vous seriez malheureuse si pareille chose vous arrivait.

Si nous étions en communauté, si nous travaillions tous, si nous étions tous unis, nous serions tous heureux; mais aussi il n'y aurait pas des gens qui se reposeraient et auraient toutes leurs aises, pendant que d'autres travailleraient 15 et 18 heures par jour pour nourrir leur famille. Je crois, mademoiselle, que vous êtes trop bonne et que vous aimez trop vos frères pour ne pas leur souhaiter ce bonheur là.

Là-dessus les deux jeunes filles se séparèrent; l'une contente d'avoir défendu une cause juste, l'autre avec la triste pensée qu'un jour peut-être elle ne serait plus riche.

Vous toutes, mes amies, qui lirez ceci, suivez les principes de l'ouvrière. Elle travaille, elle est heureuse, parce qu'elle espère un avenir meilleur pour les travailleurs, et quelquefois elle pense à sa compagne de pension; si ses parents l'avaient habituée au travail et le lui avaient fait continuer au temps de leur richesse, elle ne serait pas à présent obligée de chanter dans les rues et de recevoir l'aumône.